Personne n'est contre les subventions au développement en tant que telles. Personne ne conteste le principe ni les frais qu'entraîne la création de nouveaux emplois. Mais depuis cinq ou six ans, notre programme de stimulation industrielle a donné lieu à pas mal de balivernes.

A l'origine, nous avons décidé de désigner des régions auxquelles une industrie secondaire serait indiscutablement profitable. Puis nous en sommes venus à l'idée des régions à croissance lente. Maintenant nous disons que toute personne qui désire construire une usine et qui satisfait aux critères imposés, même si elle s'établit dans une de nos grandes villes, aura le droit de profiter du programme.

Une autre chose me préoccupe au sujet de ce ministère. De nombreux conflits de personnalité y ont sans aucun doute éclaté. A l'origine, nous avons créé le ministère de l'Industrie, devenu ultérieurement le ministère de l'Industrie et du Commerce, en transmettant certaines de ses responsabilités au ministère de l'Expansion économique régionale et, parallèlement, nous avons regroupé un ensemble de gens parfaitement qualifiés pour le travail à effectuer. Cependant, bien des mécontentements se sont fait jour et plusieurs ont démissionné. Les deux ministères ont subi de nombreuses mutations de personnel. Une partie du blâme en revient au Parlement lui-même. Nous sommes parvenus à rassembler les connaissances nécessaires mais nous avons été incapables de tirer le maximum du programme, et c'est ce qu'on peut donc nous reprocher. C'est la raison pour laquelle ce genre de bill modificateur n'est pas satisfaisant. Bien sûr, vous accordez 12 millions de dollars supplémentaires. La belle affaire! Si nous appliquons le programme de stimulation à Montréal, la belle affaire! Si nous l'appliquons à South Shore et à Cornwall, la belle affaire! Peut-être en profiteront-ils. Peut-être chaque ville du Canada devrait-elle en profiter. Peut-être tout le monde devrait-il en profiter. Je n'ai rien contre cela, mais j'estime qu'en tant que Parlement, il nous faut décider ce que nous voulons réaliser.

Les gens demandent deux choses au développement régional. La première est la décentralisation industrielle. Ils veulent qu'on prévoie quelque chose pour les collectivités qui traversent une période de marasme, qu'il s'agisse des collectivités autrefois agricoles, ou des collectivités minières dont l'industrie a disparu, ou encore des régions industrielles où le progrès technologique a provoqué un chômage aigu. Il est sûr que le programme de développement industriel devrait aider ces collectivités mais il est absolument inutile de déplacer des gens d'un endroit à un autre où ils se retrouveront en chômage et ne parviendront pas à s'adapter à leur nouveau milieu. Ces gens-là laissent derrière eux des biens qu'ils ont mis, comme leurs parents, toute une vie à accumuler. Ils déménageront peut-être dans une nouvelle région où ils ne pourront s'assimiler, et où il leur en coûtera énormément cher pour atteindre le même standing dont ils jouissaient où ils habitaient auparavant.

Quiconque est satisfait de notre régime actuel, où l'on prépare nos jeunes du couloir médian d'expansion pour les voir ensuite se diriger vers la ville de Toronto, où ils deviennent des personnes déplacées, des chômeurs et des

désavantagés, quiconque en est satisfait est vraiment stupide. Pourtant, c'est ce que nous faisons.

En deuxième lieu, monsieur l'Orateur, même le parti libéral, antidémocratique qu'il est...

Des voix: Oh, oh!

M. Peters: Même le parti libéral, lors de son récent congrès, pensait qu'il nous faut agir au sujet de la propriété et du contrôle canadiens de notre industrie. Je dis qu'il est antidémocratique, monsieur l'Orateur, parce que le congrès n'a pas de rapport avec le cabinet libéral. Il n'a pas de rapport avec les députés de l'arrière-plan de ce parti lorsqu'ils votent, parce qu'ils votent en bloc. Un député libéral de l'arrière-plan n'est ici que pour voter...

Des voix: Bravo!

M. Peters: En disant cela, monsieur l'Orateur, je sais pertinemment, en regardant les sièges ministériels, que les libéraux sont tout aussi intelligents que n'importe quels autres députés et qu'ils sont tout aussi compétents. Ils participent aux séances des comités et expriment les vues de leurs commettants. Ils font en privé des suggestions qui reflètent l'opinion de leurs électeurs, mais quand ils se lèvent à la Chambre, ils votent exactement comme le cabinet le leur a ordonné. Ils mettent de côté leurs idées personnelles et celles de ceux qui les ont élus. Ainsi, monsieur l'Orateur, on obtient une mesure passablement faible. Nous avons adopté il y a un an la loi créant les subventions au développement, et nous l'amendons maintenant sur certains points de détail. Monsieur l'Orateur, nous avons le souci de développer l'industrie canadienne, de prendre en main notre économie. Je suis sûr que la plupart des membres de notre groupe conviendront qu'ils n'ont pas réponse à tout. Je ne crois pas que personne ait réponse à tout, mais nous devons chercher ensemble les moyens de reprendre en main notre économie.

Il ne s'agit pas d'un objectif préconisé par un parti ou par un groupe en particulier, mais par la population canadienne, qui compte sur le Parlement pour stimuler le développement de l'industrie canadienne. La loi sur les subventions au développement régional constitue une façon de créer des industries. Nous agissons une carotte pour inciter les industries à prendre de l'expansion et à créer des emplois, mais nous agissons cette carotte presque partout.

Le ministre a donné quelques exemples au comité. Je voudrais en citer un, celui de la McCain Industries Ltd. Le ministre a souligné que la McCain n'a pas besoin d'argent. Je ne sais trop pourquoi elle n'en a pas besoin; certes, ses usines sont assez bien développées. Le peu de connaissance que j'ai du Nouveau-Brunswick me porte à croire que la plus grande partie de l'expansion y a été prise par la McCain Industries Limited. Cette société a été bien traitée par la province, mais elle compte aussi des administrateurs compétents qui ont fait de l'excellent travail. Elle devait prendre la décision de se lancer sur le marché bostonnais des frites congelées et elle l'a prise. Lorsque le gouvernement est intervenu, ce fut pour déterminer si l'usine de frites devait être établie aux États-Unis, à proximité du marché, ou bien au Canada. Dans ce